



Dans le Pará, le modèle de production repose sur “l’illégalité”



Pour Leandro Aranha, responsable de l’inspection à l’Ibama-Pará, l’avancée du déboisement de la forêt Amazonienne découle du modèle de production adopté dans cet Etat fédéré, qui porte le non respect de la légalité pour principe

Par Verena Glass - *Centro de Monitoramento de Agrocombustíveis* (Centre de Surveillance des Agrocarburants)

Source : *Repórter Brasil* - 11/09/2008 -

<http://www.reporterbrasil.com.br/exibe.php?id=1423>

Traduction : Monica Sessin pour *Autres Brésils*

Début septembre, l’**INPE** - *Instituto de Pesquisas Espaciais*² - a avancé les premiers chiffres du déboisement de l’Amazonie, et ce que l’on constaté, c’est une nouvelle hausse des indicateurs, en comparaison avec les chiffres de la période précédente : entre août 2007 et juillet 2008, 8147 km² ont été déboisés, presque le double des 4820 km² détruits entre août 2006 et juillet 2007. Le champion du déboisement a été l’Etat du Pará et ses 5425 km² de forêts abattues. Tout cela, malgré les efforts de l’Ibama et de la Police Fédérale, qui, en début d’année, ont largement occupé les JT nationaux en raison de l’opération *Arco do Fogo* (Arc de Feu), lancée dans la commune de Tailândia (à 218 km de Belém, capitale de l’Etat du Pará), dans le but de faire obstacle au processus de destruction par déboisement, dans les 36 communes championnes en la matière en 2007.

¹ L’**IBAMA** : *L’Instituto brasileiro do meio ambiente e dos recursos naturais renováveis* - Institut brésilien de l’environnement et des ressources naturelles renouvelables - est l’organisme chargé de la protection de l’environnement au Brésil.

² L’**INPE** : *Instituto Nacional de Pesquisas Espaciais* - Institut National de Recherches Spatiales - dont la mission est de produire des connaissances scientifiques et technologiques en matière spatiale et d’environnement terrestre, et de proposer produits et services.



Pour Leandro Aranha, inspecteur en chef à l'Ibama-Pará, le déboisement est la conséquence du modèle de production adopté dans cet Etat fédéré, qui porte le non respect de la légalité pour principe. Le cas de Tailândia - explique-t-il - où l'Opération *Arco do Fogo*, en début d'année, a été accueillie par de fortes protestations de la filière bois, est un exemple du *modus operandi* en matière de crimes contre l'environnement : le résultat final des contrôles effectués dans la commune s'est chiffré en la saisie de plus de 31 mille mètres cubes de bois, 50 procès-verbaux d'interdiction et la destruction de 1326 fours à charbon, outre les amendes, soit un montant de 31,8 millions de Réals (R\$). Une chose est sûre, a déclaré cet inspecteur en chef : le modèle de développement adopté en Amazonie est erroné et doit être revu de toute urgence. Lisez, à suivre, les principaux passages d'un entretien avec celui-ci.

Repórter Brasil – Face aux taux de déboisement élevés dans le Pará, et partant du cas de Tailândia, comment définiriez-vous les filières du bois et de l'élevage, qui sont actuellement la principale force économique de cet Etat fédéré ?

Leandro Aranha – Ce sont des criminels. On ne peut pas les qualifier de chefs d'entreprises. Cette nébuleuse inclut le milieu politique, les propriétaires de grandes étendues de terres qui sont des *grileiros*³ - ou qui ont acheté ces terres à des *grileiros* - ; ils viennent du Sud, du Sud-est et du Centre-ouest du Brésil et s'associent à des chefs d'entreprises locaux. Leurs pratiques vont du vol de bois jusqu'aux crimes contre l'environnement par déboisement, l'esclavage, les crimes liés à la terre. Il s'agit des mêmes individus précisément.

Quel est, à votre avis, l'origine des crimes contre l'environnement dans le Pará ?

Que produit-on de façon légale dans cet Etat ? Du bétail, du soja, de l'huile de palme ; tout part de ce crime contre l'environnement que constitue le déboisement. L'économie locale tourne autour de ce qui est illégal. Mais alors, comment gagner de l'argent légalement, quand il n'existe pas de légalisation foncière, quand on ne peut se fier aux cadastres, quand plusieurs cas de fraude ont été constatés à l'*Iterpa*⁴, voire à l'*Incra*⁵? Il en est résulté une très grande instabilité foncière dans l'Etat, et c'est là la source d'une bonne partie de toutes les formes d'illégalité.

De quelle façon ce modèle économique touche-t-il la population ? Je veux dire, suite au passage par Tailândia de l'opération *Arco do Fogo*, avec la fermeture des scieries et des usines de charbon, presque 8 mille personnes ont perdu leur emploi...

On a vite fait le tour : il y en a qui gagnent de l'argent et d'autre pas. Si on y regarde de plus près, l'Indice de Développement Humain⁶ de Tailândia, par exemple, ne s'est pas du tout amélioré ces dernières années avec la filière bois. Dans la commune de Dom Eliseu, qui

³ *Grileiros* : nom donné aux propriétaires de terres obtenues de façon illégale et sous de faux-titres de propriété

⁴ *Iterpa* : *Instituto de Terras do Pará* - Institut des Terres du Pará.

⁵ *INCRA* : *Instituto Nacional de Colonização e Reforma Agrária* - Institut National de Colonisation et de Réforme Agraire - dont les missions sont la mise en place de la réforme agraire et la régularisation foncière.

⁶ **IDH** : Indice de développement humain, indicateur de l'ONU.



connait un certain « développement » depuis plus longtemps, avec le déboisement, la production de charbon, les usines sidérurgiques voisines qui produisent de la fonte, l'élevage de bétail à grande échelle, etc., quel est l'**IDH** de la population? Mais ce n'est pas le problème de l'**Ibama**. C'est celui des pouvoirs publics, pas celui de l'**Ibama**. Même si on s'en soucie quand même, ce n'est pas notre mission. Nous devons trouver un mode d'exploitation alternatif, qui préserve l'environnement et offre aujourd'hui à la population des conditions de vie dignes de ce nom. A Goianésia, une commune voisine de Tailândia, par exemple, la *Delegacia Regional do Trabalho*⁷, qui était sur place en juillet, a été le témoin de conditions de travail insensées ; rien n'est légal. Ça veut dire quoi ? Que c'est ça le développement ? Que c'est ce développement qu'on veut pour l'Amazonie ? Un tas de gens qui perdent leur main, leur bras dans des scieries ? C'est ça qu'on veut ? Tout ça pour avoir des actions cotées à la Bourse de New York ? Je ne pense pas que ce soit ça le développement.

Dans ce cadre, quel serait alors le rôle de l'Ibama?

Le déboisement de l'Amazonie est un crime qui se traite au niveau fédéral : il est prévu dans la loi – 9605 - sur les crimes contre l'environnement, et c'est de ça dont nous nous occupons. Ça c'est le cadre, la loi qui fait que tout cela relève du crime. Nous sanctionnons ceux qui ne la respectent pas. Ça c'est le travail de contrôle de l'**Ibama**.

Et les sanctions sont efficaces ? On entend beaucoup dire que des amendes ne sont jamais encaissées...

Il n'y a pas que les amendes. L'**Ibama** réprime, paralyse l'activité et procède à des saisies. On a saisi à Tailândia une machine à empiler le bois qui coûte 400 mille Réals⁸, et cela a un certain impact. L'amende n'est pas le principal sujet d'inquiétude du fraudeur ; c'est plutôt l'embargo décrété sur la zone en question et la saisie de biens et équipements. L'action de l'**Ibama** paralyse une activité illégale. L'autre jour j'ai lu dans le journal que le bétail du Pará part dans le Mato Grosso. Dieu soit loué ! C'est signe que nous faisons bien notre travail. Nous nous débarrassons d'un bétail illégal, élevé dans des Unités de Conservation, dans des zones d'appropriation illégale de terres où beaucoup de sang a coulé ; je m'en réjouis. On ne peut parler sérieusement d'économie quand celle-ci repose sur l'illégalité. L'Etat du Pará n'a qu'à s'organiser pour gagner de l'argent de façon légale.

Mais qu'en est-il des familles des travailleurs qui dépendent des activités irrégulières ?

Priver une famille de ressources est très problématique et ennuyeux. Mais, par exemple, derrière le charbon que produit illégalement cette famille, il y a l'acheteur : une usine sidérurgique. Derrière tout cela, il y a un gros bonnet qui profite. Le petit producteur de charbon de bois, agriculteur familial, a quatre petits fours, un petit bout de terre, il prélève du bois. Quand il n'y en a plus, il lui en faut encore, et ainsi de suite. Ce travail de fourmi de nombre de familles qui prélèvent du bois, est ce qui a épuisé une grande partie de la *caatinga*⁹

⁷ Délégation régionale du Travail.

⁸ Réal - R\$.

⁹ *Caatinga* : végétation des zones arides, semi-désertiques du Nordeste du Brésil, composée d'épineux et de [cactacées](#).



et du *cerrado*¹⁰ nordestins. Nous ne pouvons ignorer l'impact de toute cela. Il est clair que nous essayons de traiter de façon différenciée grands et petits fraudeurs, mais il s'agit d'un seul et même problème.

N'y a-t-il pas moyen de contrôler la chaîne de production en amont, de sanctionner les acheteurs de charbon, par exemple ?

On joue au chat et à la souris. Ce qu'on sait c'est que le charbon est chauffé ; ça se passe comme pour le bois. Quand il arrive à l'entrée de l'usine sidérurgique, où on pourrait effectuer un contrôle, il est déjà légalisé. Donc n'arrivant pas à être vraiment efficaces, nous avons essayé de nous en prendre aux fours. Ce qu'il faut, c'est une alternative économique pour ces populations, mais je ne vois aucun dirigeant politique ni aucun chef d'entreprise de la région se bouger en ce sens.

Quelles seraient, à votre avis, les alternatives viables ?

On pourrait s'occuper de plusieurs espèces locales : *cupuaçu*, *açaí*, *andiroba*, *copaíba* etc., qui ont une valeur ajoutée bien plus forte ; faire de la gestion agro-forestière et communautaire. Nous n'allons pas créer de grandes exploitations de *cupuaçu*, d'*açaí*. Ça n'avancerait à rien. L'idée des Brésiliens et des banques qui financent c'est de financer une mega-plantation d'*açaí*, où de pauvres travailleurs vont toucher le salaire minimum ... s'ils sont déclarés, ce serait déjà ça de gagné. C'est ça qu'il nous faut changer. Changer le modèle économique du pays, ajouter une plus-value aux produits. Mais avant, il faut régulariser le foncier et procéder à un zonage économique-écologique. Sans cela, ça ne sert à rien de vouloir faire quoi que ce soit ; on en reste éternellement au chat qui court après la souris, ce qui, au fond, intéresse plus d'un.